

Lomé, Togo, 23 février (Infosplusgabon) - Les acteurs politiques togolais seront face à face, vendredi dans la soirée à Lomé, pour un nouveau round des négociations consacré à l'épineuse question du «retour à la Constitution de 1992», en présence du facilitateur, le président ghanéen, Nana Dankwa Akufo-Addo, attendu en début d'après-midi à Lomé.

Pour de nombreux d'observateurs, les débats de ce jour vont rendre le «dialogue très électrique». Car, cette question de retour à la Constitution divise pouvoir et opposition.

Pour le pouvoir, pas question d'un quelconque retour à la Constitution de 1992 et propose un référendum pour départager les Togolais sur ce cas. Pour l'opposition, c'est la solution à la crise actuelle et fera économie aux Togolais d'organiser une élection «volée» d'avance.

Comment couper la poire en deux, face à ces positions tranchées ? Le président ghanéen qui a affirmé, lors de l'ouverture du dialogue, lundi, ne pas disposer de «solution miracle» à cette crise qui empoisonne la vie socio-politique du Togo depuis plus de six mois, usera de son influence pour permettre au dialogue d'avancer malgré tout.

Lundi, il a réussi à régler en partie la question d'apaisement, en convainquant le pouvoir à procéder à la libération de 45 militants (sur les 92 détenus) de l'opposition emprisonnés suites aux manifestations politiques dans le pays entre août 2017 et janvier 2018.

Mais, ces libérations qualifiées «d'avancées», ne font que cacher le vrai problème, celui du départ de Faure Gnassingbé en 2020, comme le suggèrent plusieurs personnalités togolaises, dont Gilchrist Olympio, ancien leader de l'opposition et Philippe Fanoko Kpodzro, Archevêque émérite de Lomé, qui a présidé la Conférence nationale souveraine en 1991 et ayant permis une transition démocratique pendant le règne du père de l'actuel président, Eyadema Gnassingbé.

En rappel, le Togo traverse une situation de crise grave, suite à la non mise en œuvre des réformes politiques découlant de l'Accord politique global (APG), signé depuis 2006.

L'opposition, depuis août 2017, organise des manifestations de rues pour réclamer des réformes institutionnelles et constitutionnelles ou le départ de Faure Gnassingbé, au pouvoir depuis 2005 après la mort de son père qui a régné sur le pays pendant 38 ans.

© Copyright Infosplusgabon